

Zeitschrift: Folklore suisse : bulletin de la Société suisse des traditions populaires = Folclore svizzero : bollettino della Società svizzera per le tradizioni popolari

Band: 77 (1987)

Rubrik: Statuts de la Société suisse des traditions populaires = Statuti della Società svizzera per le tradizioni popolari

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Statuts

de la Société suisse des traditions populaires

Article 1

¹ La *Société suisse des traditions populaires* (ci-après la Société) est une association au sens des articles 60 à 79 du Code civil suisse.

² Elle a son siège à l'Institut suisse de folklore, à Bâle.

³ Ses membres peuvent former des sections régionales ou spécialisées.

⁴ La Société est membre de l'Académie suisse des sciences humaines.

Article 2

¹ La Société a pour *but* d'inventorier et d'étudier les traditions et les coutumes, expressions de comportements culturels de la population de la Suisse, dans la vie matérielle et morale.

² Elle encourage la recherche folklorique en général.

Article 3

La Société cherche à atteindre son but par:

- a) la réunion des personnes intéressées;
- b) des relations avec des associations dont les buts sont identiques ou analogues;
- c) la gestion et le développement de l'Institut suisse de folklore, avec siège à Bâle, en tant que centre de documentation sur les traditions populaires; la gestion et le développement de divisions de recherche (travaux à long terme);
- d) l'édition de revues et autres publications scientifiques;
- e) l'encouragement et le soutien d'autres entreprises scientifiques importantes en rapport avec son but.

Article 4

¹ Les *ressources financières* de la Société sont constituées par:

- a) les biens existants;
- b) les cotisations des membres;
- c) les subventions ou contributions des pouvoirs publics et d'institutions publiques ou privées;
- d) les dons et legs;
- e) le produit de la vente des publications;
- f) les revenus de la fortune.

² L'année comptable correspond à l'année civile.

Article 5

La Société comprend des membres individuels, collectifs et d'honneur.

Article 6

Sont *membres individuels* toutes les personnes physiques qui en font la demande, paient la cotisation annuelle ou manifestent la volonté de devenir membre à vie par le versement d'une contribution unique. Le montant de ces cotisations est fixé par l'assemblée générale. La cotisation annuelle est perçue jusqu'au 31 mai.

Article 7

- ¹ Sont *membres collectifs* les personnes morales ou corporations payant une cotisation annuelle fixée par l'assemblée générale.
- ² Chaque membre collectif peut se faire représenter aux assemblées de la Société par une personne physique qui, alors, a le droit de vote comme un membre individuel.

Article 8

En contre-partie de leur cotisation annuelle, les membres individuels et collectifs reçoivent gratuitement, à leur choix, soit l'édition du bulletin en langue allemande, soit l'édition du bulletin en langue française et en langue italienne. Ils peuvent obtenir à un prix réduit fixé par le Comité, les autres publications de la Société.

Article 9

Sont *membres d'honneur* les personnes à qui ce titre est conféré par l'assemblée générale, sur proposition du Comité, en raison de leurs mérites scientifiques dans le domaine de l'étude des traditions populaires ou d'éminents services rendus à la Société. Ils jouissent de tous les droits des membres individuels et reçoivent gratuitement les périodiques publiés par la Société.

Article 10

Les membres ne sont tenus à aucune responsabilité individuelle quant aux engagements de la Société lesquels sont uniquement garantis par les biens sociaux.

Article 11

Les *organes de la Société* sont:

- a) l'assemblée générale;
- b) le Comité;
- c) le Bureau;
- d) l'organe de contrôle.

Article 12

- ¹ *L'assemblée générale* est l'organe suprême de la Société. Elle se réunit annuellement et est l'occasion de conférences scientifiques et d'excursions en rapport avec le but de la Société. Des assemblées extraordinaires peuvent être convo-

quées chaque fois que le Comité le juge opportun ou que 60 membres individuels au moins en font la demande écrite et motivée au président.

- ² La convocation, avec mention de l'ordre du jour, doit être envoyée deux semaines au moins avant la réunion.
- ³ Toute proposition individuelle doit être adressée par écrit au président, à l'intention du Comité, au moins 10 jours avant la réunion de l'assemblée générale.
- ⁴ L'assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre des membres présents. Sauf avis contraire des membres présents, les décisions sont prises à main levée, à la majorité des votants (reste réservé l'art. 25). En cas d'égalité des voix, le président départage.

Article 13

Les attributions de l'assemblée générale sont les suivantes:

- a) approbation des rapports annuels;
- b) approbation des comptes annuels;
- c) fixation du montant des cotisations;
- d) élection du président, des membres du Comité, des représentants régionaux et de l'organe de contrôle;
- e) nomination des membres d'honneur;
- f) délibération et votation sur les propositions du Comité et sur celles des membres.

Article 14

- ¹ Le *président* est élu pour 4 ans. Il est rééligible deux fois de suite en sorte qu'il peut rester en charge 12 années consécutives.
- ² Le président dirige les débats de l'assemblée générale et du Comité. En cas d'absence, il est remplacé par l'un des vice-présidents ou, le cas échéant, par un autre membre du Comité désigné à cet effet.

Article 15

- ¹ Le *Comité* se compose, y compris le président, de 9 à 15 membres élus pour une durée de 4 ans et rééligibles. Leur mandat échoit à la fin de l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 70 ans révolus.
- ² Les personnes salariées par la Société ou qui en reçoivent régulièrement une indemnité ne peuvent pas être membres du Comité.
- ³ Le Comité se réunit aussi souvent que la conduite des affaires l'exige, mais au moins 4 fois par an. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas d'égalité, le président départage.
- ⁴ Les membres du Comité peuvent être consultés par correspondance sur les affaires d'importance secondaire.
- ⁵ En cas de décès ou de démission d'un ou de plusieurs membres du Comité, l'assemblée générale pourvoit à leur remplacement pour la fin de la durée du mandat.

Article 16

Les attributions du Comité sont entre autres les suivantes:

- a) la gestion de la Société;
- b) la désignation des membres du Bureau (art. 20, al. 1);

- c) la désignation du président et des membres des commissions permanentes ou temporaires ainsi que l'approbation des directives concernant leur organisation et leur mission (art. 18);
- d) la nomination du directeur de l'Institut suisse de folklore et l'approbation de son cahier de charges;
- e) la création de divisions de recherche (travaux à long terme) et la désignation de leurs responsables;
- f) l'engagement de collaborateurs salariés ou indemnisés régulièrement par la Société;
- g) l'approbation des rapports annuels administratif et financier en vue de leur présentation à l'assemblée générale;
- h) l'établissement et l'approbation du budget annuel;
- i) l'étude de toutes les questions réservées à la décision de l'assemblée générale;
- j) l'engagement et la couverture des dépenses non prévues au budget;
- k) l'approbation des règlements internes.

Article 17

- ¹ Le Comité se constitue lui-même par la nomination de deux vice-présidents – dont un au moins ne doit pas appartenir à la même région linguistique que celle du président –, d'un trésorier et d'un secrétaire.
- ² Le Comité peut inviter des conseillers à participer à ses séances.

Article 18

- ¹ Le Comité peut nommer des commissions permanentes ou temporaires. Il en désigne le président et peut définir leur organisation et leur mission.
- ² Les commissions permanentes sont la commission scientifique, la commission des éditions, les comités de rédaction des périodiques, la commission pour l'étude de la maison rurale.
- ³ Les commissions permanentes ou temporaires peuvent comprendre aussi, dans une mesure appropriée, des membres choisis en dehors du Comité.
- ⁴ Les propositions des commissions sont soumises à l'approbation du Comité ou, en cas d'urgence, du Bureau.
- ⁵ Les dispositions relatives à la limite d'âge prévues à l'art. 15, al. 1, ne sont pas applicables aux membres de ces commissions.

Article 19

La création des divisions de recherche est de la compétence du Comité; il en nomme le responsable et les collaborateurs. La rétribution de ceux-ci est fixée par le Comité; ce dernier approuve aussi leur cahier de charges.

Article 20

- ¹ Le président, les deux vice-présidents, le trésorier et le secrétaire forment le *Bureau*. Celui-ci gère les affaires courantes de la Société conformément aux décisions du Comité.

² En cas d'urgence et sur demande motivée des commissions permanentes ou temporaires, le Bureau peut se prononcer sur la suite à donner à leurs propositions. Dans ce cas, il doit présenter un rapport écrit ou verbal, à la plus prochaine séance du Comité.

Article 21

La Société est valablement engagée envers les tiers, par la signature collective du président et de l'un des autres membres du Bureau désigné à cet effet; la signature du président ne peut être remplacée que pour une raison majeure.

Article 22

¹ Avant chaque assemblée générale et aussi souvent que les affaires l'exigent, le Comité convoque les personnes suivantes en séance consultative:

- a) les représentants régionaux élus par l'assemblée générale;
- b) les présidents des commissions permanentes ou temporaires;
- c) le directeur de l'Institut suisse de folklore, les responsables de la rédaction des périodiques ainsi que les directeurs des divisions de recherche (travaux à long terme);
- d) les présidents des sections régionales ou spécialisées.

² Les participants aux séances rapportent sur les affaires de la Société et se prononcent sur les objets soumis à l'assemblée générale.

Article 23

¹ *L'organe de contrôle* élu par l'assemblée générale est formé de deux contrôleurs qui ne sont pas membres du Comité ou d'une commission quelconque de la Société ni ne sont rétribués ou salariés régulièrement par cette dernière en qualité de collaborateurs. Une personne morale telle qu'une société fiduciaire peut être chargée du contrôle des comptes.

² L'organe de contrôle doit présenter chaque année à l'assemblée générale ordinaire un rapport écrit sur les comptes de la Société.

Article 24

¹ Le Comité peut soutenir financièrement les sections régionales ou spécialisées.

² Il peut en exiger un rapport d'activité écrit.

Article 25

¹ Toute proposition de modification des statuts doit être adressée par écrit au président, sous forme de projet rédigé accompagné d'un exposé des motifs, et signée par 30 membres au moins. Le Comité peut proposer directement à l'assemblée générale les modifications qui lui paraissent nécessaires.

² Toute proposition de modification statutaire doit être portée à l'ordre du jour de l'assemblée générale et communiquée par écrit aux membres de la Société au moins deux semaines avant la séance. Pour être exécutoire, la modification statutaire doit être approuvée par les deux tiers au moins des membres présents.

Article 26

- ¹ Sauf pour les cas prévus par la loi, la dissolution de la Société ne peut être décidée que par une assemblée générale extraordinaire. Celle-ci doit être convoquée au moins deux semaines à l'avance par lettre adressée à tous les membres individuels et collectifs avec indication de l'ordre du jour. La dissolution ne peut être décidée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des membres présents.
- ² La décision de dissolution doit régler l'utilisation des biens de la Société, y compris ses collections et sa bibliothèque. L'ensemble de ces biens ne peut toutefois être affecté qu'à des buts de caractère public analogues à ceux de la Société.

Article 27

- ¹ Les présents statuts abrogent et remplacent ceux du 18 septembre 1976. Ils entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1987.
- ² Les personnes élues selon les anciens statuts conservent leurs fonctions jusqu'à la fin du mandat en cours, soit le 31 décembre 1988.

Aoste, 27 septembre 1986

Le président: Dr Theo Gantner

Le vice-président: Jacques Tagini

Statuti della Società svizzera per le tradizioni popolari

Articolo 1

- ¹ La Società svizzera per le tradizioni popolari (in seguito Società) è un'associazione ai sensi degli articoli 60 e 79 del Codice civile svizzero.
- ² La sua sede si trova presso l'Istituto svizzero di folclore a Basilea.
- ³ I suoi membri possono formare sezioni regionali o specifiche.
- ⁴ La Società è membro dell'Accademia svizzera delle scienze morali.

Articolo 2

- ¹ La Società ha lo *scopo* di documentare e di studiare le tradizioni e i costumi, espressione dei comportamenti culturali della popolazione svizzera nella sua vita materiale e morale.
- ² Essa incoraggia la ricerca inerente al folclore in generale.

Articolo 3

La Società mira a conseguire gli scopi prefissati tramite:

- a) l'associazione delle persone interessate;
- b) contatti con le associazioni i cui scopi sono identici o analoghi;
- c) la gestione e lo sviluppo dell'Istituto svizzero di folclore a Basilea quale centro di documentazione e di informazione sulle tradizioni popolari; la gestione e lo sviluppo di sezioni di ricerca (attività a lungo termine);
- d) la pubblicazione di riviste, bollettini e altri testi scientifici;
- e) l'incoraggiamento e il sostegno di altre importanti iniziative scientifiche inerenti al suo scopo.

Articolo 4

¹ *Le risorse finanziarie* della Società sono fornite da:

- a) i beni esistenti;
- b) le quote sociali;
- c) le sovvenzioni e i contributi accordati da enti pubblici e da istituzioni pubbliche o private;
- d) le donazioni e i legati;
- e) il ricavato della vendita delle pubblicazioni;
- f) il reddito sulla sostanza.

² L'anno d'esercizio corrisponde all'anno civile.

Articolo 5

La Società si compone di membri individuali, membri collettivi e soci onorari.

Articolo 6

Diventano membri individuali tutte le persone fisiche che ne hanno fatto domanda e che pagano la quota sociale o che desiderano diventare membri a vita versando un contributo unico. L'ammontare delle quote è fissato dall'assemblea generale. Le quote sociali annue sono rimosse entro il 31 maggio.

Articolo 7

¹ I membri collettivi sono persone giuridiche o corporazioni che pagano la quota sociale fissata dall'assemblea generale.

² Qualsiasi membro collettivo può farsi rappresentare alle assemblee della Società da una persona fisica che in questo caso ha lo stesso diritto di voto di un membro individuale.

Articolo 8

Dietro pagamento della quota sociale, i membri individuali e collettivi ricevono gratuitamente il bollettino in italiano e francese o in tedesco, a loro scelta. Possono ricevere a prezzo ridotto, fissato dal consiglio direttivo, le altre pubblicazioni della Società.

Articolo 9

Su proposta del consiglio direttivo, le persone che si sono distinte per importanti meriti scientifici nell'ambito dello studio del folclore o che hanno sostenuto la Società in modo notevole possono essere nominate soci onorari dall'assemblea generale. Godono di tutti i diritti riservati ai membri individuali e ricevono gratuitamente le pubblicazioni periodiche edite dalla Società.

Articolo 10

I membri non hanno alcuna responsabilità individuale per quanto riguarda gli obblighi della Società, che sono garantiti unicamente dai beni della Società stessa.

Articolo 11

Gli *enti della Società* sono:

- a) l'assemblea generale;
- b) il consiglio direttivo;
- c) il comitato;
- d) l'organo di controllo.

Articolo 12

¹ L'*assemblea generale* è l'ente supremo della Società. Si riunisce una volta all'anno. In questa occasione si organizzano conferenze scientifiche ed escursioni in rapporto agli scopi della Società. Possono essere convocate assemblee straordinarie qualora il consiglio direttivo lo giudichi opportuno e almeno 60 membri individuali ne facciano richiesta, presentando domanda scritta e motivata al presidente.

- ² La convocazione dell'assemblea generale, con l'ordine del giorno, deve essere spedita almeno due settimane prima della riunione.
- ³ Le proposte individuali devono giungere al presidente, all'attenzione del consiglio direttivo, almeno 10 giorni prima della riunione.
- ⁴ L'assemblea generale è validamente costituita indipendentemente dal numero dei membri presenti. Salvo richiesta contraria dei membri presenti, le decisioni vengono prese per alzata di mano; fa stato la maggioranza semplice (con riserva dell'art. 25). A parità di voti decide il presidente.

Articolo 13

I compiti dell'assemblea generale sono:

- a) l'approvazione dei rapporti annui;
- b) l'approvazione dei conti;
- c) la determinazione delle quote sociali;
- d) l'elezione del presidente, dei membri del consiglio direttivo, dei rappresentanti regionali e dell'organo di controllo;
- e) la nomina dei soci onorari;
- f) la discussione e la votazione delle proposte presentate dal consiglio direttivo e dai membri.

Articolo 14

- ¹ Il presidente è eletto per un periodo di quattro anni. È rieleggibile per due volte di seguito, cosicché può restare in carica per dodici anni consecutivi.
- ² Il presidente dirige le deliberazioni dell'assemblea generale e del consiglio direttivo. In caso di assenza, è sostituito da uno dei vicepresidenti o, se necessario, da un altro membro del consiglio direttivo designato a questo incarico.

Articolo 15

- ¹ Il *consiglio direttivo* si compone, compreso il presidente, di almeno nove membri sino a un massimo di quindici, eletti per un periodo di quattro anni e rieleggibili. Restano in carica fino alla fine dell'anno civile durante il quale hanno raggiunto i settanta anni di età.
- ² Le persone remunerate o regolarmente indennizzate dalla Società non possono far parte del consiglio direttivo.
- ³ Il consiglio direttivo si riunisce tutte le volte che la gestione degli affari lo esige, al minimo però quattro volte all'anno. Le decisioni sono prese a maggioranza delle persone presenti; in caso di parità decide il voto del presidente.
- ⁴ Per questioni di importanza secondaria, i membri del consiglio direttivo possono essere consultati per corrispondenza.
- ⁵ In caso di decesso o di dimissioni di uno o più membri del consiglio direttivo, l'assemblea generale provvede alla loro sostituzione fino alla scadenza del mandato.

Articolo 16

Tra i compiti spettanti al consiglio direttivo vi sono:

- a) la gestione della Società;
- b) la designazione dei membri del comitato (art. 20, § 1);

- c) la designazione del presidente e dei membri delle commissioni permanenti o temporanee, e l'approvazione delle direttive riguardanti la loro organizzazione e i loro compiti (art. 18);
- d) la nomina del direttore dell'Istituto svizzero di folclore e l'approvazione del capitolato d'onori;
- e) la creazione di sezioni di ricerca (attività a lungo termine) e la designazione dei loro direttori;
- f) l'assunzione di collaboratori remunerati o regolarmente indennizzati dalla Società;
- g) l'approvazione dei rapporti annui e dei conti prima della loro presentazione all'assemblea generale;
- h) la stesura e l'approvazione del preventivo annuo;
- i) l'esame delle questioni soggette a decisione assembleare;
- j) la deliberazione delle spese non previste dal preventivo;
- k) l'approvazione dei regolamenti interni.

Articolo 17

- ¹ Il consiglio direttivo si costituisce mediante la designazione di due vicepresidenti, che non devono rappresentare la medesima regione linguistica del presidente, di un cassiere e di un segretario.
- ² Il consiglio direttivo può invitare alle proprie riunioni altre persone in qualità di consiglieri.

Articolo 18

- ¹ Il consiglio direttivo può nominare commissioni permanenti o temporanee. Ne designa il presidente e può definirne l'organizzazione e i compiti (art. 16, lettera c).
- ² Le commissioni permanenti sono la commissione scientifica, la commissione editoriale, i comitati di redazione dei periodici, la commissione per lo studio della casa rurale.
- ³ Le commissioni permanenti o temporanee possono pure comprendere, in congrua misura, membri scelti al di fuori del consiglio direttivo.
- ⁴ Le proposte delle commissioni vanno sottoposte all'approvazione del consiglio direttivo o, in casi urgenti, al comitato.
- ⁵ Le disposizioni dell'art. 15, § 1, relative al limite d'età non sono applicabili ai membri di queste commissioni.

Articolo 19

Il consiglio direttivo è competente a creare sezioni di ricerca, nomina il direttore e sceglie i collaboratori. La remunerazione di queste persone è pure fissata dal consiglio direttivo che ne approva anche il capitolato d'onori.

Articolo 20

- ¹ Il presidente, i due vicepresidenti, il cassiere e il segretario formano il *comitato*. Questo ente gestisce gli affari correnti della Società conformemente alle decisioni del consiglio direttivo.

² In casi urgenti e su richiesta motivata delle commissioni permanenti o temporanee, il comitato può decidere sul seguito da dare alle varie proposte. In questo caso, il comitato presenterà un rapporto scritto o orale alla successiva riunione del consiglio direttivo.

Articolo 21

La Società si impegna giuridicamente nei confronti di terzi con la firma collettiva del presidente e di un altro membro del comitato designato allo scopo. La firma del presidente può essere sostituita solo in casi di forza maggiore.

Articolo 22

¹ Prima di ogni assemblea generale e tutte le volte che le circostanze lo esigano, il consiglio direttivo invita a una seduta consultiva le seguenti persone:

- a) i rappresentanti regionali eletti dall'assemblea generale;
- b) i presidenti delle commissioni permanenti o temporanee;
- c) il direttore dell'Istituto svizzero di folclore, i responsabili della redazione dei periodici nonché i direttori delle sezioni di ricerca (attività a lungo termine);
- d) i presidenti delle sezioni.

² I partecipanti alle sedute discutono gli affari della Società e preparano le proposte da sottoporre all'assemblea generale.

Articolo 23

¹ L'*organo di controllo* eletto dall'assemblea generale è costituito di due revisori che non possono essere membri del consiglio direttivo né di qualsiasi altra commissione istituita dalla Società e che non sono persone retribuite regolarmente da quest'ultima quali collaboratori. La revisione dei conti può essere affidata a persone giuridiche, quale ad esempio una società fiduciaria.

² L'organo di controllo deve presentare ogni anno all'assemblea generale ordinaria un rapporto scritto sulla contabilità della Società.

Articolo 24

¹ Il consiglio direttivo può sostenere finanziariamente le sezioni.

² Il consiglio direttivo può esigere un rapporto scritto sull'attività delle sezioni.

Articolo 25

¹ Le proposte di modifiche statutarie vanno trasmesse per iscritto al presidente. Esse devono essere redatte sotto forma di progetto articolato corredato dalle motivazioni e sottoscritte da almeno 30 membri. Il consiglio direttivo può sottoporre direttamente all'assemblea generale le modifiche che gli sembrano opportune.

² Le proposte di modifiche statutarie devono essere incluse nell'ordine del giorno dell'assemblea generale e comunicate per iscritto ai membri della Società almeno due settimane prima dell'assemblea stessa. Le modifiche statutarie sono valide solo se accettate da una maggioranza di almeno i due terzi dei presenti.

Articolo 26

- ¹ Salvo i casi previsti dalla legge, lo scioglimento della Società può essere deciso solo da un'assemblea straordinaria, convocata almeno due settimane prima tramite lettera indirizzata a tutti i membri individuali e collettivi, e specificante l'ordine del giorno. Lo scioglimento può essere deciso solo con una maggioranza di quattro quinti dei membri presenti.
- ² La decisione di scioglimento deve indicare la destinazione dei beni della Società, così come delle collezioni e della biblioteca di sua proprietà. L'insieme di questi beni può essere destinato a fini pubblici, simili a quelli della Società.

Articolo 27

- ¹ I presenti statuti abrogano e sostituiscono quelli del 18 settembre 1976. Entrano in vigore il 1° gennaio 1987.
- ² Le persone elette secondo i vecchi statuti manterranno la loro funzione sino alla fine del mandato in corso, ossia fino al 31 dicembre 1988.

Aosta, 27 settembre 1986.

Il presidente: dott. Theo Gantner

Il vicepresidente: Jacques Tagini